Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

L’Union européenne et le Japon signent l’accord de libre-échange le plus important à ce jour

Par Gary Alvernia
Mondialisation.ca, 15 juillet 2017
wsws.org 12 juillet 2017

Région : Asie, L'Europe
Thème: Économie

L’Union européenne (UE) et le Japon sont parvenus à une entente de principe en vue de la ratification d’un accord de libre-échange (ALE) considéré comme un défi direct à l’encontre du nationalisme américain, de l’ «Amérique d’abord» et des menaces de guerres commerciales de l’administration Trump.

Malgré qu’il soit claironné comme une victoire du libre marché contre le protectionnisme, l’accord marque la division accélérée du monde en des blocs commerciaux antagonistes et le danger croissant de conflits commerciaux et de guerre.

L’ALE, résultat de quatre années d’intenses négociations à huis clos, doit maintenant être ratifié par chaque nation membre de l’UE et par le parlement japonais: une procédure compliquée sans garantie de succès.

Néanmoins, l’accord commercial touche 640 millions de personnes, 30% du PIB mondial et 40% du commerce planétaire en termes de volume. C’est le plus important de ces accords à avoir été négocié. Si ratifié, ce serait le bloc commercial le plus important au monde, surpassant l’Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) dirigé par les États-Unis.

Les analystes économiques ont centré leur attention sur les réductions de tarifs douaniers sur les produits laitiers et les automobiles qui seraient amenés par l’ALE. Plusieurs organes de presse l’ont appelé l’ «accord des voitures et du fromage». Sous ces modalités, l’UE va réduire les restrictions qui pèsent sur les constructeurs japonais sur les marchés européens, tandis que le Japon va réciproquement éliminer ses traditionnellement hauts tarifs sur les importations de vin et produits laitiers, et ce, au cours des 10-15 prochaines années.

L’entente a été représentée comme une bénédiction pour l’agriculture européenne, qui, à cause de l’augmentation de la compétition et des subventions gouvernementales réduites, a perdu emplois et profits, particulièrement dans l’industrie laitière. De manière similaire au Japon, l’accord a été vanté comme un élan majeur pour les fabricants d’automobiles. Il s’agissait d’un facteur clé dans l’acceptation du Japon à négocier en 2013, après la ratification d’un accord similaire entre l’UE et la Corée du Sud en 2012.

Malgré ces supposés bénéfices, la progression des pourparlers a été lente et s’est embourbée dans de vifs désaccords jusqu’à l’élection de Donald Trump. L’abandon par ce dernier du Partenariat transpacifique (PT), qui impliquait les États-Unis, le Japon et dix autres nations, fut un coup dur pour le premier ministre japonais, Shinzo Abe, qui espérait que l’accord aiderait à relancer l’économie japonaise stagnante.

Tout comme pour l'UE, l'ALE avec le Japon fait partie des efforts pour faire basculer sa dépendance économique et stratégique à l'égard des États-Unis – un mouvement dirigé par l'Allemagne, qui a été critiquée par Trump à cause de supposées pratiques commerciales injustes.

Dans des références à peine voilées à Trump, la Commission européenne et le ministre japonais des Affaires étrangères ont tous deux pointé l'importance d'en arriver à un accord le plus rapidement possible afin de «contrer les mouvements protectionnistes», comme l'a indiqué ce dernier.

Une déclaration commune signée par Donald Tusk, Jean-Claude Juncker (respectivement présidents de l'Union européenne et de la Commission européenne) et le premier ministre Abe affirmait «notre engagement commun à des standards internationaux pour une coopération encore plus étroite à l'avenir».

La déclaration mettait l'accent sur le fait que l'entente «démontrerait au monde – et à nos citoyens – que le libre marché, avec des règles claires et transparentes respectant entièrement nos valeurs et les renforçant, demeure un outil important pour promouvoir la prospérité dans nos sociétés».

À Washington, le message a été bien reçu. On pouvait lire dans les médias des titres comme «L'UE et le Japon accélèrent les discussions sur un accord commercial pour contrer la menace du protectionnisme américain» (*Wall Street Journal*) et «Tandis que l'UE et le Japon renforcent leurs liens commerciaux, les États-Unis risquent de perdre leur voix» (*New York Times*). Des sections de la classe dirigeante sont hostiles au protectionnisme de Trump et voient l'absence de participation américaine à de tels accords comme une perte d'opportunités économiques.

Les proclamations tonitruantes des dirigeants japonais et européens sur l'importance du libre marché visent également à contrer les tenants du protectionnisme au sein de l'Europe et du Japon: par exemple, le gouvernement britannique conservateur de la première ministre Theresa May.

Un article du *Financial Times* note que le Royaume-Uni ne bénéficiera pas des clauses de l'ALE après 2019, conséquence du référendum du Brexit de l'année dernière. Citant des représentants de l'UE et du Royaume-Uni, l'article, intitulé «L'accord entre l'UE et le Japon pose un risque pour le Royaume-Uni post-Brexit», prévient que les investissements en capitaux japonais actuellement au Royaume-Uni seraient détournés vers l'Europe, ce qui aurait de sérieuses conséquences pour l'industrie automobile anglaise. Sur ces bases, il rejette les paroles de Theresa May voulant que le Royaume-Uni puisse négocier de tels traités sans le soutien de l'Europe.

Au Japon, l'ALE a été présenté comme une victoire majeure d'Abe, dont le Parti libéral démocratique (PLD) est présentement en crise suite à de récents scandales politiques et à de lourdes pertes lors des élections régionales à Tokyo. Abe confronte les tendances protectionnistes au sein du PLD et a investi un capital politique considérable dans le Partenariat transpacifique avant que Trump ne vienne le saborder.

Malgré les affirmations voulant que l'ALE représente une avancée pour la prospérité et la démocratie, des considérations géopolitiques et l'anticipation des profits sont les principales préoccupations des classes dirigeantes de l'Europe et du Japon.

La mondialisation en elle-même est un développement progressiste, représentant l'intégration des forces productives à une échelle mondiale. Sous le capitalisme, par contre, elle mène seulement à une exploitation accrue des travailleurs. Les accords de libre-échange ont été utilisés depuis 30 ans dans le but de réduire les conditions de vie et les salaires des travailleurs en les opposants les uns contre les autres dans une concurrence sans merci.

En effet, la dévastation sociale causée par des accords tels que l'ALÉNA a permis à des idéologues de droite comme Trump, soutenu par les syndicats, de se poser en défenseurs des travailleurs en promouvant des mesures nationalistes comme le protectionnisme. Le protectionnisme, toutefois, n'offre aucune solution pour les travailleurs. Il ne fera qu'aggraver la crise économique mondiale, les conflits commerciaux et le danger d'une guerre, tout en sapant l'unité des travailleurs.

Gary Alvernia

Article paru en anglais, WSWS, le 12 juillet 2017

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © Gary Alvernia, wsws.org, 2017

Articles Par : Gary Alvernia

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca